

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 12/02/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### Ferme Eolienne de Neuville-aux-Bois SNC

2 rue du Libre Echange  
CS 95893  
31500 Toulouse

Références : VAT20250038  
Code AIOT : 0010012274

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2024 dans l'établissement Ferme Eolienne de Neuville-aux-Bois SNC implanté Neuville-aux-Bois 45170 Neuville-aux-Bois. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme Eolienne de Neuville-aux-Bois SNC
- Neuville-aux-Bois 45170 Neuville-aux-Bois
- Code AIOT : 0010012274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ferme Eolienne de Neuville-aux-Bois exploite cinq aérogénérateurs et un poste de livraison électrique sur la commune de Neuville-Aux-Bois.

### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Voie d'accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conformité norme NF EN/IEC 61400	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Conformité mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande d'action corrective	2 mois
4	Conformité risques électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conformité balisage navigation aérienne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
6	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
7	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
9	Propreté intérieure des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Essais arrêt avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa	Sans objet
11	Contrôle des	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	brides et du mât	article 18-I	
12	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
14	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
15	Brûlage à l'air libre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
17	Suivi acoustique	Arrêté Préfectoral du 07/11/2014, article 8	Sans objet
18	Bridage chiroptère	AP Complémentaire du 27/09/2019, article 3	Sans objet
19	Ouvrage de franchissement de la Laye du Nord	Arrêté Préfectoral du 07/11/2014, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Voie d'accès au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les aérogénérateurs sont desservis par des voies d'accès carrossables,</li> <li>• Présence d'aires de retournement à proximité des aérogénérateurs,</li> <li>• Il n'est pas constaté de dégradation desdits chemins,</li> <li>• Lors de l'inspection, un dépôt sauvage de déchets est observé au niveau de l'aérogénérateur E5. L'exploitant précise avoir été informé de ces dépôts et qu'il allait</li> </ul>

prendre ses dispositions pour en assurer l'élimination.

**Constat : Il convient d'apporter la preuve à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, du maintien des abords de l'installation dans un bon état de propreté en justifiant de l'élimination des déchets observés lors de l'inspection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Conformité norme NF EN/IEC 61400

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Certification CE

**Prescription contrôlée :**

L'aérogénérateur est conçu pour garantir le maintien de son intégrité technique au cours de sa durée de vie. Le respect de la norme NF EN 61 400-1 ou IEC 61 400-1, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet, ou le respect de toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté, permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.

En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation.

**Constats :**

Les documents suivants ont été transmis à l'inspection :

- Nordex, EU ORIGINAL DECLARATION OF CONFORMITY, 10/04/2024, 5p.
- Bureau veritas, RAPPORT FINAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE Génie Civil (Synthèse), En date du 27/03/2023, 6p.
- TUV NORD, Type Certificate, 05/08/2022, 20p,
- Eickhoff, Gearbox Test, 05/01/2023, 8p.

Le modèle des cinq éoliennes installées sur le parc est le suivant : NORDEX N117/3000 Controlled.

Le document [Nordex, EU ORIGINAL DECLARATION OF CONFORMITY] atteste le respect de la norme **IEC 61400-1** : « Sous réserve qu'un certificat de composant valide de la boîte de vitesses **EH905A/B** soit disponible » jusqu'au 28/10/2026 et à partir du 22/12/2016. Pour justifier de ces éléments, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le document [Eickhoff,

Gearbox Test]. Ce dernier, en anglais et en allemand, atteste la conformité de la boîte de vitesse du modèle **EBN 2980 A12**, qui est compatible avec le modèle NORDEX N117/3000 Controlled installé.

L'exploitant présente le rapport de contrôle par le fabricant de la conformité de ses 5 aérogénérateurs avec le document [NORDEX, EU ORIGINAL DECLARATION OF CONFORMITY] en date du 10/04/2024. **La mise en service ayant eu lieu le 03/10/2023, le document est postérieur à cette dernière.**

Le rapport [Bureau veritas, RAPPORT FINAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE] du 27/03/2023 atteste de la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes prévues par le R111-38 du code de la construction et de l'habitation.

**Constat : L'exploitant ne justifie pas d'un contrôle par un organisme compétent attestant de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Dans le cas où le document du 10/04/2024 vaut vérification au titre de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, aucune autre vérification n'ayant été réalisée avant, l'exploitant doit le préciser à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Conformité mise à la terre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise à la terre

**Prescription contrôlée :**

L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.

**Constats :**

L'autorisation d'exploiter de l'installation est en date du 07/11/2014.

Les documents suivants ont été transmis à l'inspection :

- SOCOTEC, Rapport de vérification Installations électriques, 24/07/2024, 31p.
- SOCOTEC, Rapport de vérification équipements de travail, 23/07/2024, 4p.
- Bureau Veritas, Rapport de vérification électricité visite initial, 17/11/2023, 30p

Les trois documents présentés par l'exploitant à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ne permettent pas de justifier du respect de la norme NF EN IEC 61 400-24 dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale.

De plus, aucun rapport de contrôles réalisé par un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 n'a été présenté à l'inspection.

**Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la norme NF IEC 61400-24 et d'une mise à la terre de ses installations par un organisme compétent pour prévenir les conséquences du risque foudre.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Conformité risques électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique.  
Pour satisfaire au 1er alinéa :

- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;
- pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.

Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents suivants ont été présentés à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bureau Veritas, Rapport de vérification électricité visite initial, 17/11/2023, 30p.</li> <li>• Nordex, EU ORIGINAL DECLARATION OF CONFORMITY, 10/04/2024, 5p.</li> </ul> <p>L'exploitant présente les attestations de conformité de chacun des aérogénérateur de son installation, elles ont été établies par le fabricant des turbines le 10/04/2024 et précisent que les installations respectent la directive 2006/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines.</p> <p>Le rapport de vérification réglementaire après travaux [Bureau Veritas, Rapport de vérification électricité visite initial] des cinq aérogénérateurs et du poste de livraison en date du 17/11/2023 comporte un examen des normes <b>NF C 15-100</b> (installation électrique à basse tension), <b>NF C 13-100</b> de 2001 (poste de livraison HTA) et <b>NF C 13-200</b> (installation électrique à haute tension) et conclut que la vérification n'a fait l'objet d'aucune observation pour la très basse, basse et haute tension. Le document est réalisé par Bureau Veritas Construction SAS qui est un organisme accrédité Cofrac mais est <b>postérieur</b> à la mise en service de l'installation (du 03/10/2023).</p> <p><b>Constat : L'exploitant ne justifie pas d'un contrôle par un organisme compétent attestant de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Dans le cas où le document du 17/11/2023 vaut vérification au titre de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, aucune autre vérification n'ayant été réalisée avant la mise en service de l'installation, l'exploitant doit le préciser à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Conformité balisage navigation aérienne**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



<p>Visite de l'installation : présence d'un balisage lumineux sur la nacelle des cinq aérogénérateurs, le clignotement dudit balisage est synchronisé.</p> <p>L'exploitant précise que les aérogénérateurs sont synchronisés avec ceux des parcs adjacents car paramétrés sur le même référentiel. Il précise également qu'un contrat avec son maintenancier lui permet d'assurer une maintenance sous 21 jours en cas de défaillance.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le suivi environnemental avait été initié en mai 2024 avec les premières prospections le 17 mai 2024.</p> <p>Un appareillage pour réaliser les écoutes en altitude est installé au niveau de la nacelle depuis le 13 mai, et ce jusqu'au 25 octobre 2024.</p> <p>Le suivi environnemental devrait être finalisé et communiqué en février 2025.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Accès aux aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, visite de l'éolienne n°3 et du poste de livraison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La porte d'accès à l'intérieur de l'aérogénérateur est fermée à clef,</li> </ul>

- Les deux portes d'accès au poste de livraison sont fermées à clef.
<b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Panneau et identification mât

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage public
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Examen de la plateforme OREOL : Les identifiants déclarés pour les éoliennes sont les suivants 0010012274_E1 à 0010012274_E5 et 0010012274_PDL pour le poste de livraison.</p> <p>Par sondage, visite de l'aérogénérateur n°3 et de l'extérieur du n°5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'identifiant E3 est inscrit de manière lisible au niveau du mât de l'éolienne n°3, il en va de même pour l'identifiant E5 pour l'éolienne n°5. Les numéros OREOL sont en plus rappelés au niveau des panneaux en amont de l'éolienne sur le chemin, ce qui permet une bonne identification des installations pour les riverains en cas de problème.</li> <li>• Présence de panneaux en amont de l'accès à l'éolienne n°3, en amont de la n°5, et en amont du poste de livraison, qui présentent les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale (numéro des pompiers, numéro d'astreinte), l'interdiction de pénétrer dans les aérogénérateurs, les mises en garde de sécurité (risques d'électrocution, de chute de glace), et les consignes à suivre en cas de situation anormale et en cas d'accident.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Propreté intérieure des aérogénérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de</p>

l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  Par sondage, visite de l'éolienne n°3 : le palier inférieur situé à l'intérieur de l'éolienne est propre et exempt d'entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Essais arrêt avant mise en service**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-1er alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. <ul style="list-style-type: none"> <li>• un arrêt ;</li> <li>• un arrêt d'urgence ;</li> <li>• un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Par sondage, examen du contrôle de l'éolienne identifiée E2-91234, le document suivant a été présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>• NORDEX, Rapport de mise en service Delta rev.02 (NEMA 19-1), 04/08/2023, 21p.</li> </ul> Il précise que les essais suivants ont bien été réalisés le 21/07/2023 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonction d'arrêt d'urgence dans la base du mât, dans la nacelle, délestage et arrêt d'urgence en cours de fonctionnement,</li> <li>• Déclenchement du système de sécurité et affichage de l'alarme pour une vitesse test de 400/tr/min (overspeed),</li> <li>• Actionner manuellement le frein de rotor.</li> </ul> <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Contrôle des brides et du mât**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle brides et mât
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne

peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

**Constats :**

Les documents suivants ont été transmis à l'inspection :

- NORDEX, Rapport de maintenance année initiale, gamme de produit K08 Delta, éolienne 91233, 29/11/2023, 83p.
- Abo Energy, Inspection Report, 20/08/2024, 10p.
- NORDEX, Protocole de contrôle des brides et des fixations, Document général, 22/01/2021, 18p.
- NORDEX, Rapport de maintenance année 2024, classe d'éolienne K08 Delta, éolienne 31233, 26/08/2024, 64p.
- 8.2 France SAS, (EOC) Turbine technical expertise after commissioning, 11/10/2023, 27p.

Il est précisé dans le document [NORDEX, Protocole de contrôle des brides et des fixations] que l'ensemble des goujons et des vis sont resserrés lors de la maintenance initiale (3 mois après la mise en service). Ils sont vérifiés a minima visuellement (marquage par code couleur) et par un contrôle manuel à chaque maintenance annuelle.

Par sondage, vérification de l'éolienne E1 :

[NORDEX, Rapport de maintenance année initiale] : Le serrage des brides de fixations, des brides de mât, et de la fixation des pales ont tous été réalisés lors de la maintenance initiale. Le contrôle visuel du mât n'est pas réalisé dans le rapport de maintenance initiale mais apparaît conforme dans le document [8.2 France SAS, (EOC) Turbine technical expertise after commissioning].

[NORDEX, Rapport de maintenance année 2024] : Lors de la maintenance annuelle X1 (1 ans après la mise en service industrielle), tous les raccords vissés non vérifiés ont fait l'objet d'un contrôle visuel et manuel pour les brides de fixations, les brides de mât, et de fixation des pales. Une inspection visuelle de la tour extérieure et intérieure est effectuée et ne présente pas d'anomalies.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Contrôle visuel des pâles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle pâles

**Prescription contrôlée :**

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

**Constats :**

Les documents suivants ont été présentés à l'inspection :

- NORDEX, Inspection report rotor blades, 13/05/2024, 20p.
- ABO ENERGY, Inspection report, Neuville-aux-Bois NEU04 (91236) - Inspection MRR-RBR-ABO-INS, 23/07/2024

L'exploitant précise qu'une inspection par drone est réalisée tous les ans avec Nordex et complétée par une inspection abo energy afin de respecter l'échéance des 6 mois. Les rapports NORDEX présentent des photographies des anomalies ainsi qu'une caractérisation selon la gravité des défauts rencontrés. Les rapports Abo Energy sont plus sommaires et ne présentent aucune photographie ni indication du matériel utilisé pour observer.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Systèmes Instrumentés de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

**Thème(s) :** Risques chroniques, SIS

**Prescription contrôlée :**

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

**Constats :**

Le document présenté par l'exploitant [Parc Neuville aux Bois (45) - Liste des systèmes instrumentés de sécurité] ne détaille pas l'ensemble des équipements de chacun des SIS identifiés, et par conséquent ni les données attendues associées à ces équipements (fonctionnalités, fréquences de tests et opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps, fréquence de maintenance).

A titre d'exemple, l'inspection a échangé avec l'exploitant sur le SIS relatif à la prévention de la projection de glace.

Pour ce SIS, sont uniquement identifiés :

- le capteur Ice Detector Labkotec
- la détection de déséquilibre et vibrations
- l'identification de fonctionnement anormal
- les deux types d'anémomètres (ultrasoniques et mécaniques)
- le frein aérodynamique

La description du SIS doit porter sur l'ensemble des équipements impliqués dans la réaction entre

le premier permettant la détection jusqu'à ceux permettant l'arrêt de la machine puis ceux permettant de procéder au redémarrage en sécurité, ce qui inclut aussi les étapes de lever de doute d'absence de glace au moment du redémarrage.

**Constat : La liste des équipements de sécurité n'est pas tenue à jour.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 14 : Registre de maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Maintenance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le document suivant à l'inspection :

- Parc éolien de Neuville aux Bois (45), conformité aux exigences de tenue du registre de maintenance, dernière mise à jour TPM le 18/11/2024, 2p.

L'exploitant a mis en place un registre qui rassemble les différents contrôles réalisés et à réaliser ainsi que les résultats de ces derniers.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Brûlage à l'air libre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constaté au niveau des plateformes des 5 aérogénérateurs.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, visite de l'éolienne n°3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• présence, au niveau du palier inférieur de l'éolienne, d'un plan de localisation des extincteurs mentionnant la présence de trois de ces équipements (implantés au niveau de la nacelle, de la plateforme intermédiaire et du palier inférieur),</li> <li>• par sondage, présence d'un extincteur au CO2 (adapté aux feux d'origine électrique) visible et facilement accessible à proximité de la porte du palier inférieur situé à l'intérieur de l'éolienne, vérifié en juillet 2024.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Suivi acoustique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2014, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Acoustique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les 6 mois suivant la mise en service industrielle des aérogénérateurs, l'exploitant engage, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore en période diurne et nocturne par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon les dispositions prévues par l'article 28 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le document suivant a été présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de mesure, contrôle de l'impact acoustique de la centrale éolienne de Neuville-aux-Bois, 07/05/2024, ECHO Acoustique</li> </ul> <p>La campagne de mesure est réalisée du 06/02/2024 au 28/02/2024 par un organisme disposant d'une qualification de l'OPQIBI.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Bridage chiroptère**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/09/2019, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bridage chiroptère</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un bridage automnal des cinq éoliennes est réalisé entre le 1er août et le 31 octobre, de 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 2 heures du matin, lorsque les conditions météorologiques présentent un risque de collision important pour les chiroptères, en l'absence de précipitation, pour des vents inférieurs à 6 m/s et des températures supérieures à 13°C. La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le bridage était effectif depuis le 01/08/2024. Par sondage, vérification des données enregistrées par le SCADA pour l'éolienne E3 le 27/10/2024 (température minimale de 12°C, pas de précipitation, vent à 3km/h).</p> <p>Il est bien observé un arrêt de l'éolienne E3 de 17h09 à 2h du matin la nuit du 27 au 28 octobre 2024 lorsque les conditions de bridage fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/09/2019 sont détectées.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Ouvrage de franchissement de la Laye du Nord**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure et suivi d'entretien</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les ouvrages de franchissement de la Laye du Nord doivent être réalisés, dans la mesure du possible, pendant que le cours d'eau est à sec en vue de réduire les risques d'affecter significativement la faune patrimoniale et les eaux superficielles au cours du chantier. Complété par la lettre préfectorale du 04/01/2023 :</p>



Face à cette problématique, vous vous êtes engagé sur la mise en œuvre de mesures de contrôle et d'entretien des abords des ouvrages de franchissement de la Laye du Nord. Je prends donc acte de vos engagements qui portent sur les mesures de suivi et sur les éventuelles procédures afférentes aux opérations d'entretien, à savoir :

- La mise en place d'une convention d'entretien des ouvrages avec un prestataire local en capacité d'intervenir rapidement afin de garantir en tout temps le bon écoulement de l'eau et des sédiments au droit, en amont et en aval des ouvrages,
- La réalisation d'inspections visuelles régulières (a minima tous les mois) et systématiquement après chaque crue, -
- La réalisation d'inspections visuelles en cas de signalement du SMORE ;

Le contrôle visuel porte sur les encombres et sur le dépôt sédimentaire aux abords des ouvrages de franchissement de la Laye du Nord nécessaires à l'exploitation du parc éolien.

- L'enregistrement des inspections visuelles et des interventions dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, [...].

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis les documents suivants à l'inspection :

- Registre de visites état de la Laye du Nord, 2023-2024, 1p.
- Entretien des deux ponts du parc éolien de Neuville-Aux-Bois, Convention de partenariat, 18/03/2024, 2p.
- Signalement du 11/10/2024 d'une crue par le contact local.
- Devis daté du 27/12/2024 pour réalisation du curage

La convention de partenariat établie entre le contact local et la Ferme éolienne de Neuville-Aux-Bois pour l'enlèvement des déchets, végétaux ou tout dépôt excessif de sédiments en amont et en aval des ponts prévoit :

- Un contact dans les plus brefs délais après le signalement de l'obstruction des ponts,
- Un devis de la part du prestataire local dans les deux jours ouvrés pour le propriétaire,
- Une intervention dans les trois jours ouvrés suivant la demande initiale après validation du devis par le propriétaire.

Cette convention est valable pour une durée de cinq ans à compter du 18/03/2024.

Le registre des visites de l'état de la Laye du Nord fourni détaille des visites à échéance mensuelle réalisées par le contact local ou des membres d'ABO energy. Le 11/10/2024, un signalement de crue est répertorié dans le registre par le contact local et complété par une correspondance téléphonique entre le contact et l'exploitant le jour même. Pourtant, aucune inspection n'est réalisée suite à la crue du 11/10/2024, la visite suivante étant réalisée le 04/11/2024.

Les observations du 11/10/2024 par le contact local précisent « un amas de sédiment », et sont confirmées par la visite ABO energy du 04/11/2024 qui observe « une sédimentation haute curage à faire ». Un devis a été signé le 27/12/2024, l'exploitant précise que les opérations de curage sont prévues avant fin janvier 2025.

L'exploitant précise ne jamais avoir eu de signalement de la part du SMORE depuis leur prise de contact courant 2023. Il convient néanmoins de réitérer la prise de contact afin de la confirmer car un signalement aurait dû être remonté en octobre/novembre 2024 lors de la crue.

**Pas d'écart constaté.**

